

**MAIRIE DE SAINTE EULALIE
GIRONDE**
**PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 22/07/2024**

Envoyé en préfecture le 16/10/2024

Reçu en préfecture le 16/10/2024

Publié le

ID : 033-213303977-20241014-D20241004-DE

S²LO
26/10/2024

L'an deux mille vingt-quatre, le quatorze octobre, le conseil municipal de la commune de Sainte Eulalie, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle des Fêtes de la Commune, sous la présidence de Monsieur Hubert LAPORTE, Maire.

Date de convocation du conseil municipal : le mardi 8 octobre 2024.

Présents : Mesdames et Messieurs LAPORTE, AYAYI, DUTRUCH, COMPAGNON, CANUDO, YANINI, BORIES, MARIE, GENESTE, CHAPSAL, CUVIT, ARLABOSSE, ASO, BRISSON, ALLIOT, TESSIER, DUPUY, SAGNET, HUEBER.

Excusés ayant donné pouvoir :

Mme VAURY ayant donné procuration à Mme CANUDO,
M. MANSION ayant donné procuration à Mme DUPUY,
Mme PERRY ayant donné procuration à Mme AYAYI,
M. L'HOSTIS ayant donné procuration à M. YANINI,
Mme LAURENTJOYE ayant donné procuration à M. LAPORTE.

Absents :

Mme BUYSE,
M. DIATTA,
Mme DUVERGER.

Nombre de conseillers	
En exercice	27
Présents	19
Votants	24
Pour	22
Contre	2 M. Sagnet et Mme Hueber
Abstentions	

D-2024-10-04 RENOUVELLEMENT DE DROIT DE PREEMPTION URBAIN (DPU)

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2121-24 et L 2122-22, 15° ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants ;

Vu la révision du PLU approuvé par délibération n° D-2019-07-01 du conseil municipal en date du 15/07/2019 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°D-2019-07-02 en date du 15/07/2019, donnant délégation au maire pour exercer au nom de la commune le droit de préemption urbain ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2016-02-11 du 01 février 2016 portant renouvellement du droit de préemption urbain ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2019-07-02 du 15 juillet 2019 portant renouvellement du droit de préemption urbain ;

Considérant l'intérêt pour la commune de Sainte-Eulalie de renouveler le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et des zones d'urbanisation futures délimitées par le PLU et dans les zones soumises aux servitudes prévues par l'article L 211 du Code de l'Environnement lui permettant de mener à bien sa politique foncière ;

M. le Maire rappelle aux membres de l'assemblée que le DPU est une procédure prévue par le Code de l'Urbanisme qui permet à une commune d'acquérir, par priorité, un bien foncier ou immobilier qui lui est nécessaire pour mener sa politique d'aménagement. En effet, il est dans l'intérêt général de la commune :

- de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat
- d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- de favoriser le développement des loisirs et du tourisme,
- de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche pou d'enseignement supérieur,
- de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- de permettre le renouvellement urbain,
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et els espaces naturels.

Après en avoir délibéré, à la majorité :

- 1- Décide de renouveler le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et des zones d'urbanisation futures délimitées par le PLU conformément à l'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme et dans les zones soumises aux servitudes prévues par l'article L 211 du Code de l'Environnement lui permettant de mener à bien sa politique foncière ;
- 2- Décide d'exclure du champ d'application du droit de préemption urbain la vente des lots issus de lotissement et que cette exclusion est valable cinq ans, à compter de la présente délibération.
- 3- Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, qu'une mention sera insérée dans deux journaux dans le département conformément à l'article R 211-2 du code de l'urbanisme.
- 4- Notification de la présente délibération sera faite à l'ensemble des organismes et services mentionnés à l'article R 211-3 du Code de l'Urbanisme.
- 5- Dit qu'un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice du droit de préemption et des précisions sur l'utilisation effective des biens acquis, sera ouvert et consultable en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, conformément à l'article L 213-13 du Code de l'Urbanisme.

Envoyé en préfecture le 16/10/2024

Reçu en préfecture le 16/10/2024

Publié le

S²LO
26/11/2024

ID : 033-213303977-20241014-D20241004-DE

FAIT ET DELIBERE EN MAIRIE LES JOUR MOIS ET AN SUSDITS
POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME AU REGISTRE
SAINTE-EULALIE LE 15/10/2024



LE MAIRE,
M. HUBERT LAPORTE